



COMMISSION EUROPÉENNE

# DOCUMENTS

## PROJET de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2021

### ÉTAT GÉNÉRAL DES DÉPENSES

Introduction au budget annuel de l'Union

Tableaux récapitulatifs du budget 2021 conformément au cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027

Tableau récapitulatif des tableaux des effectifs des institutions, organes et organismes de l'Union

Tableau récapitulatif des bâtiments par institution de l'Union

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

Les recettes éventuelles prévues à l'article 21, paragraphes 2 et 3, du règlement financier, inscrites aux titres 5 et 6 de l'état des recettes, peuvent donner lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Les chiffres de l'exécution renvoient à tous les crédits autorisés, y compris les crédits budgétaires, les crédits supplémentaires et les recettes affectées.

---

**UNION EUROPÉENNE****PROJET  
de budget général  
de l'Union européenne  
pour l'exercice 2021****ÉTAT GÉNÉRAL DES DÉPENSES**

**Introduction au budget annuel de l'Union**

**Tableaux récapitulatifs du budget 2021 conformément au cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027**

**Tableau récapitulatif des tableaux des effectifs des institutions, organes et organismes de l'Union**

**Tableau récapitulatif des bâtiments par institution de l'Union**

**PROJET  
DE BUDGET GÉNÉRAL  
DE L'UNION EUROPÉENNE  
POUR L'EXERCICE 2021**

SOMMAIRE

Introduction générale

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

A. Financement du budget annuel de l'Union

B. État général des recettes par ligne budgétaire

ÉTAT GÉNÉRAL DES DÉPENSES

Introduction au budget annuel de l'Union

Tableaux récapitulatifs du budget 2021 conformément au cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027

Tableau récapitulatif des tableaux des effectifs des institutions, organes et organismes de l'Union

Tableau récapitulatif des bâtiments par institution de l'Union

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION

**Volume 1**

Section I: Parlement Européen

**Volume 2**

Section II: Conseil Européen et Conseil

**Volume 3**

Section III: Commission

**Volume 4**

Section IV: Cour de Justice de l'union Européenne

**Volume 5**

Section V: Cour des Comptes

**Volume 6**

Section VI: Comité économique et social européen

**Volume 7**

Section VII: Comité des régions

**Volume 8**

Section VIII: Médiateur européen

**Volume 9**

Section IX: Contrôleur européen de la protection des données

**Volume 10**

Section X: Service européen pour l'action extérieure

## INTRODUCTION AU BUDGET ANNUEL DE L'UNION

Le budget annuel de l'Union (ci-après le «budget»), tel que prévu dans la sixième partie, titre II, chapitre 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), est l'acte qui prévoit et autorise, pour chaque exercice, l'ensemble des crédits pour les recettes et dépenses estimées nécessaires de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

L'établissement et l'exécution du budget doivent respecter les principes d'unité, de vérité budgétaire, d'annualité, d'équilibre, d'unité de compte, d'universalité, de spécialité, de bonne gestion financière et de transparence.

- Le *principe d'unité* et le *principe de vérité budgétaire* impliquent que toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Union, quand celles-ci sont mises à la charge du budget, doivent être réunies et inscrites en un seul et unique document.
- Le *principe d'annualité* signifie que le budget est voté pour un exercice à la fois et que les crédits de cet exercice, tant en engagements qu'en paiements, doivent en principe être utilisés pendant ce même exercice.
- Suivant le *principe d'équilibre*, les prévisions des recettes de l'exercice doivent être égales aux crédits de paiement pour ce même exercice; un recours à l'emprunt pour couvrir un éventuel déficit budgétaire n'est pas compatible avec le système des ressources propres et n'est donc pas autorisé.
- Selon le *principe d'unité de compte*, le budget est établi, exécuté et fait l'objet d'une reddition des comptes en euros.
- Le *principe d'universalité* signifie que l'ensemble des recettes couvre l'ensemble des crédits de paiement sous réserve de certaines recettes, déterminées de façon limitative, qui sont affectées en vue de financer des dépenses spécifiques. Les recettes et les dépenses doivent être inscrites dans le budget pour le montant intégral, sans contraction entre elles.
- Le *principe de spécialité budgétaire* signifie que tout crédit doit avoir une destination déterminée et être affecté à un but spécifique afin d'éviter toute confusion d'un crédit avec un autre.
- Le *principe de bonne gestion financière* est défini par référence aux principes d'économie, d'efficience et d'efficacité.
- Le budget est établi dans le respect du *principe de transparence* en assurant une bonne information sur l'exécution du budget et sur la comptabilité.

Le budget présente les crédits pour les recettes et les dépenses par section, à raison d'une pour chacune des institutions de l'Union telles que définies à l'article 2, point 67, du règlement financier. Les crédits communs à toutes les institutions de l'Union pour les recettes (ressources propres, excédents, soldes et ajustements) sont présentés dans une section distincte intitulée «Total des recettes».

En vertu de l'article 47 du règlement financier, les recettes de la Commission ainsi que les recettes et les dépenses des autres institutions de l'Union sont classés suivant leur nature ou leur destination. La section du budget relative à la Commission est classée suivant la destination de la dépense, en vue de renforcer la transparence de la gestion du budget au regard des objectifs de bonne gestion financière et notamment d'efficience et d'efficacité.

Dans le volet des dépenses, le budget comporte des crédits dissociés, qui donnent lieu à des crédits d'engagement et à des crédits de paiement, et des crédits non dissociés. Les crédits d'engagement couvrent le coût total des engagements juridiques souscrits pendant l'exercice, tandis que les crédits de paiement couvrent les paiements qui découlent de l'exécution des engagements juridiques souscrits au cours de l'exercice ou des exercices précédents.

Pour 2021, les crédits autorisés dans le budget pour les dépenses s'élèvent à 166 746 181 976 EUR en engagements et à 163 515 102 887 EUR en paiements, ce qui représente un taux de variation de, respectivement, -9,7 % et +0,8 % par rapport au budget 2020 (budgets rectificatifs compris).

En vertu de l'article 312 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le budget respecte les plafonds fixés pour l'exercice 2021 par le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, tel que proposé par la Commission le 28 mai 2020 <sup>(1)</sup>. À cet égard, la section «Total des dépenses» comporte deux tableaux récapitulatifs qui présentent le budget suivant la structure par rubrique du CFP, au niveau global ainsi qu'au niveau des pôles et des programmes.

Cette section comprend également le tableau récapitulatif des emplois du tableau des effectifs de l'ensemble des institutions (et organes) de l'Union et le tableau récapitulatif des bâtiments.

---

<sup>(1)</sup> COM(2020) 443 du 28.5.2020.

## TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DU BUDGET 2021 CONFORMÉMENT AU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL (CFP) 2021-2027

### 1. PLAFONDS CFP DU BUDGET 2021

Le tableau ci-dessous présente les plafonds des crédits d'engagement et des crédits de paiement dans le cadre financier pluriannuel (CFP) <sup>(2)</sup>:

*En Mio EUR, arrondis aux prix courants*

Rubrique	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
<b>CRÉDITS D'ENGAGEMENT</b>								
<b>1. Marché unique, innovation et numérique</b>	<b>21 805,0</b>	<b>22 219</b>	<b>22 546</b>	<b>22 362</b>	<b>22 677</b>	<b>23 280</b>	<b>23 540</b>	<b>158 429</b>
<b>2. Cohésion et valeurs</b>	<b>51 730,0</b>	<b>54 195</b>	<b>56 797</b>	<b>60 207</b>	<b>63 067</b>	<b>66 589</b>	<b>70 519</b>	<b>423 104</b>
2- a. Cohésion économique, sociale et territoriale	47 150,0	48 668	50 226	51 938	53 703	55 518	57 419	364 622
2- b. Investissement dans la compétitivité, le capital humain et les valeurs	4 580,0	5 527	6 571	8 269	9 364	11 071	13 100	58 482
<b>3. Ressources naturelles et environnement</b>	<b>58 656,0</b>	<b>56 590</b>	<b>56 939</b>	<b>57 115</b>	<b>57 236</b>	<b>57 481</b>	<b>57 732</b>	<b>401 749</b>
dont: Dépenses relatives au marché et paiements directs	40 932,0	41 161	41 434	41 577	41 720	41 864	42 013	290 701
<b>4. Migration et gestion des frontières</b>	<b>3 287,0</b>	<b>4 061</b>	<b>4 837</b>	<b>5 117</b>	<b>5 873</b>	<b>5 964</b>	<b>6 153</b>	<b>35 292</b>
<b>5. Résilience, sécurité et défense</b>	<b>2 359,0</b>	<b>2 474</b>	<b>2 575</b>	<b>2 719</b>	<b>3 597</b>	<b>3 949</b>	<b>4 385</b>	<b>22 058</b>
<b>6. Voisinage et le monde</b>	<b>16 179,0</b>	<b>16 292</b>	<b>16 404</b>	<b>16 516</b>	<b>16 623</b>	<b>16 732</b>	<b>16 894</b>	<b>115 640</b>
<b>7. Administration publique européenne</b>	<b>10 875,0</b>	<b>11 232</b>	<b>11 662</b>	<b>12 074</b>	<b>12 368</b>	<b>12 781</b>	<b>13 172</b>	<b>84 164</b>
dont: Dépenses administratives des institutions	8 467,0	8 714	9 030	9 325	9 487	9 771	10 034	64 828
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS</b>	<b>164 891,0</b>	<b>167 063</b>	<b>171 760</b>	<b>176 110</b>	<b>181 441</b>	<b>186 776</b>	<b>192 395</b>	<b>1 240 436</b>
<b>TOTAL DES PAIEMENTS</b>	<b>165 599,0</b>	<b>170 125</b>	<b>174 515</b>	<b>178 005</b>	<b>181 564</b>	<b>185 196</b>	<b>188 899</b>	<b>1 243 903</b>

<sup>(2)</sup> Ces chiffres sont fondés sur la proposition modifiée de règlement du Conseil, du 28 mai 2020, fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 [COM(2020) 443].

## 2. RÉCAPITULATIF DU BUDGET 2021 PAR RUBRIQUE DU CFP (TOTAL)

[Crédits d'engagement (CE) et crédits de paiement (CP) en EUR aux prix courants]

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<b>1. Marché unique, innovation et numérique</b>	<b>21 359 970 100</b>	<b>17 573 316 806</b>	<b>27 378 070 583</b>	<b>22 070 048 087</b>	<b>- 6 018 100 483</b>	<b>- 4 496 731 281</b>	<b>-22,0 %</b>	<b>-20,4 %</b>
Plafond	21 805 000 000							
Marge	445 029 900							
<b>2. Cohésion et valeurs</b>	<b>51 487 150 161</b>	<b>62 625 181 841</b>	<b>67 656 295 118</b>	<b>56 339 842 484</b>	<b>- 16 169 144 957</b>	<b>6 285 339 357</b>	<b>-23,9 %</b>	<b>11,2 %</b>
Plafond	51 730 000 000							
Marge	242 849 839							
2a. Cohésion économique, sociale et territoriale	47 149 471 441	58 687 290 538	63 568 100 855	52 508 642 497	- 16 418 629 414	6 178 648 041	-25,8 %	11,8 %
Plafond	47 150 000 000							
Marge	528 559							
2b. Investissement dans la compétitivité, le capital humain et les valeurs	4 337 678 720	3 937 891 303	4 088 194 263	3 831 199 987	249 484 457	106 691 316	6,1 %	2,8 %
Plafond	4 580 000 000							
Marge	242 321 280							
<b>3. Ressources naturelles et environnement</b>	<b>58 441 127 005</b>	<b>56 249 546 448</b>	<b>59 887 888 343</b>	<b>57 863 852 731</b>	<b>- 1 446 761 338</b>	<b>- 1 614 306 283</b>	<b>-2,4 %</b>	<b>-2,8 %</b>
Plafond	58 656 000 000							
Marge	214 872 995							



	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<b>dont: Dépenses relatives au marché et paiements directs</b>	<b>40 179 072 000</b>	<b>40 164 860 883</b>	<b>43 410 105 687</b>	<b>43 380 031 798</b>	<b>- 3 231 033 687</b>	<b>- 3 215 170 915</b>	<b>-7,4 %</b>	<b>-7,4 %</b>
Sous-plafond FEAGA	40 932 000 000							
Écart d'arrondis exclu pour le calcul de la sous-marge	1 000 000							
Transferts nets entre le FEAGA et le Feader	- 753 928 000							
Solde net disponible pour les dépenses du FEAGA (sous-plafond corrigé par des transferts entre le FEAGA et le Feader)	40 179 072 000							
Sous-marge FEAGA								
<b>4. Migration et gestion des frontières</b>	<b>3 060 813 759</b>	<b>2 723 483 549</b>	<b>2 367 811 906</b>	<b>2 168 043 550</b>	<b>693 001 853</b>	<b>555 439 999</b>	<b>29,3 %</b>	<b>25,6 %</b>
Plafond	3 287 000 000							
Marge	226 186 241							
<b>5. Résilience, sécurité et défense</b>	<b>2 189 025 780</b>	<b>1 810 456 628</b>	<b>4 391 853 351</b>	<b>2 738 793 804</b>	<b>- 2 202 827 571</b>	<b>- 928 337 176</b>	<b>-50,2 %</b>	<b>-33,9 %</b>
Plafond	2 359 000 000							
Marge	169 974 220							
<b>6. Voisinage et le monde</b>	<b>16 113 620 000</b>	<b>10 418 805 355</b>	<b>11 888 581 315</b>	<b>10 057 263 557</b>	<b>4 225 038 685</b>	<b>361 541 798</b>	<b>35,5 %</b>	<b>3,6 %</b>
Plafond	16 179 000 000							
Marge	65 380 000							

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<b>7. Administration publique européenne</b>	<b>10 451 225 171</b>	<b>10 452 500 260</b>	<b>10 222 258 494</b>	<b>10 225 261 704</b>	<b>228 966 677</b>	<b>227 238 556</b>	<b>2,2 %</b>	<b>2,2 %</b>
Plafond	10 875 000 000							
Marge	423 774 829							
<b>dont: Dépenses administratives des institutions</b>	<b>8 032 227 818</b>	<b>8 033 502 907</b>	<b>7 906 139 822</b>	<b>7 909 143 032</b>	<b>126 087 996</b>	<b>124 359 875</b>	<b>1,6 %</b>	<b>1,6 %</b>
Sous-plafond	8 467 000 000							
Sous-marge	434 772 182							
<b>Crédits pour les rubriques</b>	<b>163 102 931 976</b>	<b>161 853 290 887</b>	<b>183 792 759 110</b>	<b>161 463 105 917</b>	<b>- 20 689 827 134</b>	<b>390 184 970</b>	<b>-11,3 %</b>	<b>0,2 %</b>
Plafond	164 891 000 000	165 599 000 000						
dont part relevant de l'instrument de flexibilité	0	582 907 835						
Marge	1 788 068 024	4 328 616 948						
Crédits en % du RNB	1,16 %	1,16 %	1,08 %	0,95 %				
Autres instruments spéciaux	3 643 250 000	1 661 812 000	860 261 208	690 998 208	2 782 988 792	970 813 792	323,5 %	140,5 %
Total des crédits	166 746 181 976	163 515 102 887	184 653 020 318	162 154 104 125	- 17 906 838 342	1 360 998 762	-9,7 %	0,8 %
Crédits en % du RNB	1,19 %	1,17 %	1,09 %	0,95 %				

(1) Le budget 2020 comprend les budgets rectificatifs 1 à 4 et les projets de budgets rectificatifs 5 et 6/2020.

### 3. RÉCAPITULATIF DU BUDGET 2021 PAR RUBRIQUE DU CFP (PAR PÔLE ET PAR PROGRAMME)

[Crédits d'engagement (CE) et crédits de paiement (CP) en EUR aux prix courants]

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<b>1. Marché unique, innovation et numérique</b>	<b>21 359 970 100</b>	<b>17 573 316 806</b>	<b>27 378 070 583</b>	<b>22 070 048 087</b>	<b>- 6 018 100 483</b>	<b>- 4 496 731 281</b>	<b>-22,0 %</b>	<b>-20,4 %</b>
Plafond	21 805 000 000							
Marge	445 029 900							
Pôle 01 - Recherche et innovation	13 394 274 991	10 798 938 514	13 962 502 906	12 658 430 550	- 568 227 915	- 1 859 492 036	-4,1 %	-14,7 %
Horizon Europe	12 264 532 457	9 919 974 114	13 192 688 005	11 605 637 065	- 928 155 548	- 1 685 662 951	-7,0 %	-14,5 %
Programme Euratom de recherche et de formation	265 748 511	253 754 071	398 655 901	397 682 200	- 132 907 390	- 143 928 129	-33,3 %	-36,2 %
Réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER)	863 994 023	613 638 694	365 069 000	638 955 144	498 925 023	- 25 316 450	136,7 %	-4,0 %
Projets pilotes et actions préparatoires	0	11 571 635	6 090 000	16 156 141	- 6 090 000	- 4 584 506	-100,0 %	-28,4 %
Pôle 02 - Investissements stratégiques européens	5 044 202 682	4 259 183 863	10 652 144 069	7 041 083 523	- 5 607 941 387	- 2 781 899 660	-52,6 %	-39,5 %
Fonds InvestEU	477 543 513	707 800 024	639 734 801	537 965 416	- 162 191 288	169 834 608	-25,4 %	31,6 %
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Transports	1 952 358 163	1 426 800 000	2 579 156 234	1 476 650 533	- 626 798 071	- 49 850 533	-24,3 %	-3,4 %
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Énergie	784 949 971	471 390 800	1 281 032 586	479 683 196	- 496 082 615	- 8 292 396	-38,7 %	-1,7 %
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Technologie numérique	277 376 211	207 173 158	151 527 345	125 156 000	125 848 866	82 017 158	83,1 %	65,5 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Programme pour une Europe numérique	1 337 916 981	178 488 089	86 116 106	91 748 000	1 251 800 875	86 740 089	1 453,6 %	94,5 %
Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS)	0	1 038 636 000	5 172 852 000	3 605 216 000	- 5 172 852 000	- 2 566 580 000	-100,0 %	-71,2 %
Organismes décentralisés	188 092 843	188 092 843	182 729 997	184 042 088	5 362 846	4 050 755	2,9 %	2,2 %
Autres actions	0	0	500 000 000	500 000 000	- 500 000 000	- 500 000 000	-100,0 %	-100,0 %
Projets pilotes et actions préparatoires	0	19 177 949	37 225 000	18 552 290	- 37 225 000	625 659	-100,0 %	3,4 %
Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission	25 965 000	21 625 000	21 770 000	22 070 000	4 195 000	- 445 000	19,3 %	-2,0 %
Pôle 03 - Marché unique	888 189 336	827 747 338	874 845 689	830 431 395	13 343 647	- 2 684 057	1,5 %	-0,3 %
Programme du marché unique (y compris PME)	575 019 000	547 136 315	607 230 327	569 559 072	- 32 211 327	- 22 422 757	-5,3 %	-3,9 %
Programme de l'Union en matière de lutte contre la fraude	24 053 000	23 758 262	23 896 600	20 206 853	156 400	3 551 409	0,7 %	17,6 %
Coopération dans le domaine de la fiscalité (FISCALIS)	36 215 550	32 845 655	33 093 000	27 500 000	3 122 550	5 345 655	9,4 %	19,4 %
Coopération dans le domaine des douanes (DOUANE)	126 887 000	86 300 000	75 264 000	75 300 000	51 623 000	11 000 000	68,6 %	14,6 %
Organismes décentralisés	118 514 786	118 514 786	119 011 762	119 011 762	- 496 976	- 496 976	-0,4 %	-0,4 %
Autres actions	7 500 000	7 500 000	7 000 000	7 000 000	500 000	500 000	7,1 %	7,1 %
Projets pilotes et actions préparatoires	0	11 692 320	9 350 000	11 853 708	- 9 350 000	- 161 388	-100,0 %	-1,4 %
Pôle 04 - Espace	2 033 303 091	1 687 447 091	1 888 577 919	1 540 102 619	144 725 172	147 344 472	7,7 %	9,6 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Programme spatial européen	1 997 403 000	1 651 547 000	1 853 975 300	1 505 500 000	143 427 700	146 047 000	7,7 %	9,7 %
Organismes décentralisés	35 900 091	35 900 091	34 602 619	34 602 619	1 297 472	1 297 472	3,7 %	3,7 %
<b>2. Cohésion et valeurs</b>	<b>51 487 150 161</b>	<b>62 625 181 841</b>	<b>67 656 295 118</b>	<b>56 339 842 484</b>	<b>- 16 169 144 957</b>	<b>6 285 339 357</b>	<b>-23,9 %</b>	<b>11,2 %</b>
Plafond	51 730 000 000							
Marge	242 849 839							
2a. Cohésion économique, sociale et territoriale	47 149 471 441	58 687 290 538	63 568 100 855	52 508 642 497	- 16 418 629 414	6 178 648 041	-25,8 %	11,8 %
Plafond	47 150 000 000							
Marge	528 559							
Pôle 05 - Développement régional et cohésion	34 596 842 238	43 397 778 379	47 539 396 212	38 721 562 497	- 12 942 553 974	4 676 215 882	-27,2 %	12,1 %
Fonds européen de développement régional (FEDER)	28 742 831 481	32 045 154 269	35 660 785 102	29 270 142 469	- 6 917 953 621	2 775 011 800	-19,4 %	9,5 %
Fonds de cohésion (FC)	4 415 037 081	9 961 457 210	10 099 604 485	8 333 466 489	- 5 684 567 404	1 627 990 721	-56,3 %	19,5 %
Fonds de cohésion (FC), contribution au mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) - Transports	1 438 973 676	1 386 893 000	1 774 406 625	1 107 300 000	- 335 432 949	279 593 000	-18,9 %	25,2 %
Projets pilotes et actions préparatoires	0	4 273 900	4 600 000	10 653 539	- 4 600 000	- 6 379 639	-100,0 %	-59,9 %
Pôle 07 - Investissement dans le capital humain, la cohésion sociale et les valeurs	12 552 629 203	15 289 512 159	16 028 704 643	13 787 080 000	- 3 476 075 440	1 502 432 159	-21,7 %	10,9 %
Fonds social européen (FSE)	12 552 629 203	15 289 512 159	16 028 704 643	13 787 080 000	- 3 476 075 440	1 502 432 159	-21,7 %	10,9 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
2b. Investissement dans la compétitivité, le capital humain et les valeurs	4 337 678 720	3 937 891 303	4 088 194 263	3 831 199 987	249 484 457	106 691 316	6,1 %	2,8 %
<i>Plafond</i>	4 580 000 000							
<i>Marge</i>	242 321 280							
Pôle 05 - Développement régional et cohésion	25 986 000	27 873 475	37 713 902	38 951 902	- 11 727 902	- 11 078 427	-31,1 %	-28,4 %
<i>Soutien à la communauté chypriote turque</i>	25 986 000	27 873 475	37 713 902	38 951 902	- 11 727 902	- 11 078 427	-31,1 %	-28,4 %
Pôle 06 - Reprise et résilience	348 765 893	340 582 394	99 825 000	68 580 000	248 940 893	272 002 394	249,4 %	396,6 %
<i>Programme d'appui aux réformes (y compris l'outil d'aide à la mise en place des réformes et le mécanisme de soutien à la convergence)</i>	116 364 000	109 182 000	86 725 000	56 730 000	29 639 000	52 452 000	34,2 %	92,5 %
<i>Protection de l'euro contre le faux-monnayage («programme Pericles IV»)</i>	834 082	782 583	1 100 000	850 000	- 265 918	- 67 417	-24,2 %	-7,9 %
<i>Coût du financement de l'instrument de l'Union européenne pour la relance (EURI)</i>	220 167 811	220 167 811	0	0	220 167 811	220 167 811	0	0
<i>Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission</i>	11 400 000	10 450 000	12 000 000	11 000 000	- 600 000	- 550 000	-5,0 %	-5,0 %
Pôle 07 - Investissement dans le capital humain, la cohésion sociale et les valeurs	3 962 926 827	3 569 435 434	3 950 655 361	3 723 668 085	12 271 466	- 154 232 651	0,3 %	-4,1 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Emploi et innovation sociale	102 482 373	85 304 556	102 941 491	85 223 902	- 459 118	80 654	-0,4 %	0,1 %
Erasmus+	2 885 368 000	2 578 522 054	2 885 368 000	2 739 450 700	0	- 160 928 646	0	-5,9 %
Corps européen de solidarité (ESC)	135 713 495	126 612 926	186 698 779	172 740 960	- 50 985 284	- 46 128 034	-27,3 %	-26,7 %
Europe créative	306 381 560	236 541 616	223 572 000	197 421 620	82 809 560	39 119 996	37,0 %	19,8 %
Justice	43 696 000	40 571 549	43 454 000	40 450 000	242 000	121 549	0,6 %	0,3 %
Droits et valeurs	90 624 000	82 383 561	100 470 000	100 198 751	- 9 846 000	- 17 815 190	-9,8 %	-17,8 %
Organismes décentralisés	211 135 699	211 135 699	175 179 972	175 026 650	35 955 727	36 109 049	20,5 %	20,6 %
Autres actions	8 634 400	7 258 200	9 423 000	9 000 000	- 788 600	- 1 741 800	-8,4 %	-19,4 %
Projets pilotes et actions préparatoires	0	43 442 173	56 920 119	48 714 502	- 56 920 119	- 5 272 329	-100,0 %	-10,8 %
Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission	178 891 300	157 663 100	166 628 000	155 441 000	12 263 300	2 222 100	7,4 %	1,4 %
<b>3. Ressources naturelles et environnement</b>	<b>58 441 127 005</b>	<b>56 249 546 448</b>	<b>59 887 888 343</b>	<b>57 863 852 731</b>	<b>- 1 446 761 338</b>	<b>- 1 614 306 283</b>	<b>-2,4 %</b>	<b>-2,8 %</b>
Plafond	58 656 000 000							
Marge	214 872 995							
<b>dont: Dépenses relatives au marché et paiements directs</b>	<b>40 179 072 000</b>	<b>40 164 860 883</b>	<b>43 410 105 687</b>	<b>43 380 031 798</b>	<b>- 3 231 033 687</b>	<b>- 3 215 170 915</b>	<b>-7,4 %</b>	<b>-7,4 %</b>
Sous-plafond FEAGA	40 932 000 000							

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Écart d'arrondis exclu pour le calcul de la sous-marge	1 000 000							
Transferts nets entre le FEAGA et le Feader	- 753 928 000							
Solde net disponible pour les dépenses du FEAGA (sous-plafond corrigé par des transferts entre le FEAGA et le Feader)	40 179 072 000							
Sous-marge FEAGA								
Pôle 08 - Agriculture et politique maritime	56 177 863 043	55 820 209 144	59 237 432 205	57 435 891 891	- 3 059 569 162	- 1 615 682 747	-5,2 %	-2,8 %
Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)	40 179 072 000	40 164 860 883	43 410 105 687	43 380 031 798	- 3 231 033 687	- 3 215 170 915	-7,4 %	-7,4 %
Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)	15 002 928 000	14 715 094 383	14 698 660 347	13 120 123 550	304 267 653	1 594 970 833	2,1 %	12,2 %
Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)	831 000 000	772 981 335	960 254 138	769 899 000	- 129 254 138	3 082 335	-13,5 %	0,4 %
Accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) et organisations régionales de gestion des pêches (ORGP)	148 122 000	144 484 500	147 999 978	142 531 978	122 022	1 952 522	0,1 %	1,4 %
Organismes décentralisés	16 741 043	16 741 043	16 737 055	16 737 055	3 988	3 988	0,0 %	0,0 %
Projets pilotes et actions préparatoires	0	6 047 000	3 675 000	6 568 510	- 3 675 000	- 521 510	-100,0 %	-7,9 %



	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Pôle 09 - Environnement et action pour le climat	2 263 263 962	429 337 304	650 456 138	427 960 840	1 612 807 824	1 376 464	248,0 %	0,3 %
Programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE)	700 000 000	373 644 000	589 563 000	371 881 613	110 437 000	1 762 387	18,7 %	0,5 %
Fonds pour une transition juste	1 516 011 429	42 448	0	0	1 516 011 429	42 448	0	0
Facilité de prêt au secteur public dans le cadre du mécanisme pour une transition juste (MTJ)	0	0	0	0	0	0	0	0
Organismes décentralisés	47 252 533	47 252 533	44 753 257	44 753 257	2 499 276	2 499 276	5,6 %	5,6 %
Projets pilotes et actions préparatoires	0	8 398 323	16 139 881	11 325 970	- 16 139 881	- 2 927 647	-100,0 %	-25,8 %
<b>4. Migration et gestion des frontières</b>	<b>3 060 813 759</b>	<b>2 723 483 549</b>	<b>2 367 811 906</b>	<b>2 168 043 550</b>	<b>693 001 853</b>	<b>555 439 999</b>	<b>29,3 %</b>	<b>25,6 %</b>
Plafond	3 287 000 000							
Marge	226 186 241							
Pôle 10 - Migration	1 241 291 714	1 364 552 714	1 347 017 703	1 070 931 663	- 105 725 989	293 621 051	-7,8 %	27,4 %
Fonds «Asile et migration» (FAMI)	1 103 481 000	1 226 742 000	1 228 690 284	952 604 244	- 125 209 284	274 137 756	-10,2 %	28,8 %
Organismes décentralisés	137 810 714	137 810 714	118 327 419	118 327 419	19 483 295	19 483 295	16,5 %	16,5 %
Pôle 11 - Gestion des frontières	1 819 522 045	1 358 930 835	1 020 794 203	1 097 111 887	798 727 842	261 818 948	78,2 %	23,9 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF) - instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas (IGFV)	849 749 000	529 904 790	358 771 440	479 244 124	490 977 560	50 660 666	136,8 %	10,6 %
Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF) - instrument de soutien financier relatif aux équipements de contrôle douanier	175 003 000	42 581 000	0	0	175 003 000	42 581 000	0	0
Organismes décentralisés	794 770 045	786 445 045	662 022 763	617 867 763	132 747 282	168 577 282	20,1 %	27,3 %
<b>5. Résilience, sécurité et défense</b>	<b>2 189 025 780</b>	<b>1 810 456 628</b>	<b>4 391 853 351</b>	<b>2 738 793 804</b>	<b>- 2 202 827 571</b>	<b>- 928 337 176</b>	<b>-50,2 %</b>	<b>-33,9 %</b>
Plafond	2 359 000 000							
Marge	169 974 220							
Pôle 12 - Sécurité	589 039 243	536 729 243	576 442 162	595 673 859	12 597 081	- 58 944 616	2,2 %	-9,9 %
Fonds pour la sécurité intérieure	228 181 000	189 921 000	195 196 628	193 558 325	32 984 372	- 3 637 325	16,9 %	-1,9 %
Déclassement d'installations nucléaires (Lituanie)	72 500 000	50 000 000	68 290 000	68 050 000	4 210 000	- 18 050 000	6,2 %	-26,5 %
Sûreté nucléaire et déclassement d'installations (y compris pour la Bulgarie et la Slovaquie)	69 205 000	78 355 000	110 160 000	132 800 000	- 40 955 000	- 54 445 000	-37,2 %	-41,0 %
Organismes décentralisés	197 614 243	197 614 243	179 315 534	179 315 534	18 298 709	18 298 709	10,2 %	10,2 %
Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission	21 539 000	20 839 000	21 480 000	21 450 000	59 000	- 611 000	0,3 %	-2,8 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Projets pilotes et actions préparatoires	0	0	2 000 000	500 000	- 2 000 000	- 500 000	-100,0 %	-100,0 %
Pôle 13 - Défense	1 274 503 198	159 639 950	255 000 000	218 500 000	1 019 503 198	- 58 860 050	399,8 %	-26,9 %
Fonds européen de la défense (recherche)	345 387 000	15 987 802	0	0	345 387 000	15 987 802	0	0
Fonds européen de la défense (hors recherche)	702 054 000	109 110 000	255 000 000	200 500 000	447 054 000	- 91 390 000	175,3 %	-45,6 %
Mobilité militaire	227 062 198	30 042 148	0	0	227 062 198	30 042 148	0	0
Projets pilotes et actions préparatoires	0	4 500 000	0	18 000 000	0	- 13 500 000	0	-75,0 %
Pôle 14 - Résilience et réaction aux crises	325 483 339	1 114 087 435	3 560 411 189	1 924 619 945	- 3 234 927 850	- 810 532 510	-90,9 %	-42,1 %
Mécanisme de protection civile de l'Union (rescEU)	90 203 000	61 774 457	574 899 000	267 706 250	- 484 696 000	- 205 931 793	-84,3 %	-76,9 %
Instrument pour le soutien d'urgence au sein de l'Union (ESI)	0	790 000 000	2 700 000 000	1 380 000 000	- 2 700 000 000	- 590 000 000	-100,0 %	-42,8 %
L'UE pour la santé (EU4Health)	21 224 000	56 667 930	69 674 000	64 150 000	- 48 450 000	- 7 482 070	-69,5 %	-11,7 %
Organismes décentralisés	214 056 339	203 814 524	215 838 189	211 792 202	- 1 781 850	- 7 977 678	-0,8 %	-3,8 %
Projets pilotes et actions préparatoires	0	1 830 524	0	971 493	0	859 031	0	88,4 %
<b>6. Voisinage et le monde</b>	<b>16 113 620 000</b>	<b>10 418 805 355</b>	<b>11 888 581 315</b>	<b>10 057 263 557</b>	<b>4 225 038 685</b>	<b>361 541 798</b>	<b>35,5 %</b>	<b>3,6 %</b>
Plafond	16 179 000 000							
Marge	65 380 000							

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Pôle 15 - Action extérieure	14 164 620 000	8 638 014 157	10 128 414 835	8 521 544 298	4 036 205 165	116 469 859	39,9 %	1,4 %
<i>Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVDCI)</i>	12 066 623 958	6 245 029 714	8 002 972 945	6 727 750 377	4 063 651 013	- 482 720 663	50,8 %	-7,2 %
<i>Instrument européen en matière de sûreté nucléaire</i>	37 620 000	32 504 800	32 885 000	32 690 710	4 735 000	- 185 910	14,4 %	-0,6 %
<i>Aide humanitaire (HUMA)</i>	1 478 000 000	1 880 102 550	1 586 824 000	1 275 289 221	- 108 824 000	604 813 329	-6,9 %	47,4 %
<i>Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)</i>	351 927 000	328 668 070	351 927 000	328 650 000	0	18 070	0	0,0 %
<i>Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) (y compris le Groenland)</i>	67 000 000	33 427 718	33 489 000	33 373 000	33 511 000	54 718	100,1 %	0,2 %
<i>Autres actions</i>	72 054 069	41 605 027	35 576 890	42 576 890	36 477 179	- 971 863	102,5 %	-2,3 %
<i>Projets pilotes et actions préparatoires</i>	0	0	4 000 000	3 030 153	- 4 000 000	- 3 030 153	-100,0 %	-100,0 %
<i>Actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission</i>	91 394 973	76 676 278	80 740 000	78 183 947	10 654 973	- 1 507 669	13,2 %	-1,9 %
Pôle 16 - Aide de préadhésion	1 949 000 000	1 780 791 198	1 760 166 480	1 535 719 259	188 833 520	245 071 939	10,7 %	16,0 %
<i>Aide de préadhésion (IPA III)</i>	1 949 000 000	1 780 791 198	1 760 166 480	1 535 719 259	188 833 520	245 071 939	10,7 %	16,0 %
<b>7. Administration publique européenne</b>	<b>10 451 225 171</b>	<b>10 452 500 260</b>	<b>10 222 258 494</b>	<b>10 225 261 704</b>	<b>228 966 677</b>	<b>227 238 556</b>	<b>2,2 %</b>	<b>2,2 %</b>
<i>Plafond</i>	10 875 000 000							
<i>Marge</i>	423 774 829							

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<b>dont: Dépenses administratives des institutions</b>	<b>8 032 227 818</b>	<b>8 033 502 907</b>	<b>7 906 139 822</b>	<b>7 909 143 032</b>	<b>126 087 996</b>	<b>124 359 875</b>	<b>1,6 %</b>	<b>1,6 %</b>
<i>Sous-plafond</i>	8 467 000 000							
<i>Sous-marge</i>	434 772 182							
Pensions	2 219 358 000	2 219 358 000	2 123 214 310	2 123 214 310	96 143 690	96 143 690	4,5 %	4,5 %
<i>Pensions du personnel</i>	2 182 967 000	2 182 967 000	2 093 396 000	2 093 396 000	89 571 000	89 571 000	4,3 %	4,3 %
<i>Pensions des anciens membres — Institutions</i>	36 391 000	36 391 000	29 818 310	29 818 310	6 572 690	6 572 690	22,0 %	22,0 %
Écoles européennes	199 639 353	199 639 353	192 904 362	192 904 362	6 734 991	6 734 991	3,5 %	3,5 %
<i>Parlement européen</i>	651 000	651 000	626 000	626 000	25 000	25 000	4,0 %	4,0 %
<i>Commission</i>	198 745 470	198 745 470	192 003 042	192 003 042	6 742 428	6 742 428	3,5 %	3,5 %
<i>Cour de justice de l'Union européenne</i>	46 000	46 000	45 000	45 000	1 000	1 000	2,2 %	2,2 %
<i>Médiateur européen</i>	179 083	179 083	210 000	210 000	- 30 917	- 30 917	-14,7 %	-14,7 %
<i>Service européen pour l'action extérieure</i>	17 800	17 800	20 320	20 320	- 2 520	- 2 520	-12,4 %	-12,4 %
Dépenses administratives des institutions	8 032 227 818	8 033 502 907	7 906 139 822	7 909 143 032	126 087 996	124 359 875	1,6 %	1,6 %
<i>Parlement européen</i>	2 060 620 600	2 060 620 600	2 038 119 000	2 038 119 000	22 501 600	22 501 600	1,1 %	1,1 %
<i>Conseil européen et Conseil</i>	597 902 000	597 902 000	590 633 000	590 633 000	7 269 000	7 269 000	1,2 %	1,2 %
<i>Commission</i>	3 738 348 469	3 739 623 558	3 681 839 057	3 684 842 267	56 509 412	54 781 291	1,5 %	1,5 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<i>Cour de justice de l'Union européenne</i>	444 687 000	444 687 000	436 592 500	436 592 500	8 094 500	8 094 500	1,9 %	1,9 %
<i>Cour des comptes européenne</i>	154 308 000	154 308 000	152 237 000	152 237 000	2 071 000	2 071 000	1,4 %	1,4 %
<i>Comité économique et social européen</i>	150 128 501	150 128 501	142 539 393	142 539 393	7 589 108	7 589 108	5,3 %	5,3 %
<i>Comité européen des régions</i>	106 326 943	106 326 943	101 508 480	101 508 480	4 818 463	4 818 463	4,7 %	4,7 %
<i>Médiateur européen</i>	11 940 140	11 940 140	12 138 231	12 138 231	- 198 091	- 198 091	-1,6 %	-1,6 %
<i>Contrôle européen de la protection des données</i>	19 511 916	19 511 916	19 476 998	19 476 998	34 918	34 918	0,2 %	0,2 %
<i>Service européen pour l'action extérieure</i>	748 454 249	748 454 249	731 056 163	731 056 163	17 398 086	17 398 086	2,4 %	2,4 %
<b>Crédits pour les rubriques</b>	<b>163 102 931 976</b>	<b>161 853 290 887</b>	<b>183 792 759 110</b>	<b>161 463 105 917</b>	<b>- 20 689 827 134</b>	<b>390 184 970</b>	<b>-11,3 %</b>	<b>0,2 %</b>
<b>Plafond</b>	<b>164 891 000 000</b>	<b>165 599 000 000</b>						
<b>dont part relevant de l'instrument de flexibilité</b>	<b>0</b>	<b>582 907 835</b>						
<b>Marge</b>	<b>1 788 068 024</b>	<b>4 328 616 948</b>						
<b>Crédits en % du RNB</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,08 %</b>	<b>0,95 %</b>				
<b>Autres instruments spéciaux</b>	<b>3 643 250 000</b>	<b>1 661 812 000</b>	<b>860 261 208</b>	<b>690 998 208</b>	<b>2 782 988 792</b>	<b>970 813 792</b>	<b>323,5 %</b>	<b>140,5 %</b>
<i>Réserve de solidarité et d'aide d'urgence</i>	3 183 624 000	1 591 812 000	358 500 000	358 500 000	2 825 124 000	1 233 312 000	788,0 %	344,0 %
<i>Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)</i>	409 626 000	20 000 000	179 263 000	10 000 000	230 363 000	10 000 000	128,5 %	100,0 %

	Projet de budget		Budget		Différence		Différence	
	2021		2020 <sup>(1)</sup>		2021 - 2020		2021 / 2020	
	(1)		(2)		(1 - 2)		(1 / 2)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<i>Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE)</i>	50 000 000	50 000 000	322 498 208	322 498 208	- 272 498 208	- 272 498 208	-84,5 %	-84,5 %
<b>Total des crédits</b>	<b>166 746 181 976</b>	<b>163 515 102 887</b>	<b>184 653 020 318</b>	<b>162 154 104 125</b>	<b>- 17 906 838 342</b>	<b>1 360 998 762</b>	<b>-9,7 %</b>	<b>0,8 %</b>
<b>Crédits en % du RNB</b>	<b>1,19 %</b>	<b>1,17 %</b>	<b>1,09 %</b>	<b>0,95 %</b>				

(1) Le budget 2020 comprend les budgets rectificatifs 1 à 4 et les projets de budgets rectificatifs 5 et 6/2020.

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TABLEAUX DES EFFECTIFS DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION**

Institutions	2021			2020 (¹)		
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total
Parlement européen	5 440	1 282	<b>6 722</b>	5 440	1 282	<b>6 722</b>
Conseil européen et Conseil	2 994	35	<b>3 029</b>	2 994	35	<b>3 029</b>
Commission	23 158	406	<b>23 564</b>	23 172	406	<b>23 578</b>
<i>Administration</i>	18 399	375	<b>18 774</b>	18 376	375	<b>18 751</b>
<i>Recherche et innovation – Centre commun de recherche</i>	1 747		<b>1 747</b>	1 747		<b>1 747</b>
<i>Recherche et innovation – Actions indirectes</i>	1 404	5	<b>1 409</b>	1 404	5	<b>1 409</b>
<i>Office des publications</i>	562		<b>562</b>	565		<b>565</b>
<i>Office européen de sélection du personnel</i>	106	1	<b>107</b>	106	1	<b>107</b>
<i>Office de gestion et de liquidation des droits individuels</i>	160		<b>160</b>	166		<b>166</b>
<i>Office pour les infrastructures et la logistique — Bruxelles</i>	354	1	<b>355</b>	376		<b>376</b>
<i>Office pour les infrastructures et la logistique — Luxembourg</i>	121		<b>121</b>	122		<b>122</b>
<i>Office européen de lutte antifraude (OLAF)</i>	305	24	<b>329</b>	310	25	<b>335</b>
Cour de justice de l'Union européenne	1 534	563	<b>2 097</b>	1 549	524	<b>2 073</b>
Cour des comptes européenne	689	164	<b>853</b>	689	164	<b>853</b>
Comité économique et social européen	630	39	<b>669</b>	629	39	<b>668</b>
Comité européen des régions	436	58	<b>494</b>	435	56	<b>491</b>
Médiateur européen	43	30	<b>73</b>	43	26	<b>69</b>
Contrôleur européen de la protection des données	84		<b>84</b>	84		<b>84</b>
Service européen pour l'action extérieure	1 734	1	<b>1 735</b>	1 698	1	<b>1 699</b>
Total	<b>36 742</b>	<b>2 578</b>	<b>39 320</b>	<b>36 733</b>	<b>2 533</b>	<b>39 266</b>



Organismes créés par l'Union et dotés de la personnalité juridique	2021			2020 <sup>(1)</sup>		
	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total	Emplois permanents	Emplois temporaires	Total
Organismes décentralisés	93	6 911	<b>7 004</b>	102	6 762	<b>6 864</b>
Entreprises communes européennes	49	279	<b>328</b>	51	268	<b>319</b>
Institut européen d'innovation et de technologie		45	<b>45</b>		45	<b>45</b>
Agences exécutives <sup>(2)</sup>		657	<b>657</b>		657	<b>657</b>
Total	<b>142</b>	<b>7 892</b>	<b>8 034</b>	<b>153</b>	<b>7 732</b>	<b>7 885</b>

<sup>(1)</sup> Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2020 (JO L 57 du 27.2.2020) augmenté des budgets rectificatifs n<sup>os</sup> 1 à 4/2020 et des projets de budgets rectificatifs n<sup>os</sup> 5 à 6/2020.

<sup>(2)</sup> Les chiffres pour 2021 correspondent au niveau autorisé de 2020. Sous réserve d'un accord sur le CFP 2021-2027, la Commission entend présenter une lettre rectificative dressant le bilan de la procédure de délégation en cours des programmes opérationnels pour la période 2021-2027 et de son incidence sur les effectifs et les niveaux de subvention de chaque agence exécutive.

### TABLEAU RÉCAPITULATIF DES BÂTIMENTS PAR INSTITUTION DE L'UNION

Institutions		Immeubles en location		Patrimoine immobilier <sup>(1)</sup>
		Crédits 2021 <sup>(2)</sup>	Crédits 2020 <sup>(2)</sup>	
Section I	Parlement européen		33 291 000	886 146 704
Section II	Conseil européen et Conseil	505 000	799 000	416 933 278
Section III	Commission:	325 022 100	322 096 100	1 357 040 026
	— sièges (Bruxelles et Luxembourg)	238 984 000	236 450 000	1 136 290 872
	— contribution pour la recherche aux sièges	21 496 000	21 193 000	
	— bureaux dans l'Union	12 113 000	11 005 000	25 515 304
	— bureaux à Grange pour les audits et l'analyse dans les domaines de la santé et de l'alimentation	2 185 000	2 185 000	10 381 156
	— délégations de l'Union <sup>(3)</sup>	22 097 000	21 818 000	—
	— Centre commun de recherche <sup>(4)</sup>	1 400 000	1 400 000	184 852 693
	— Office des publications de l'Union européenne	7 787 100	7 852 100	—
	— Office européen de lutte antifraude	5 507 000	5 292 000	—
	— Office européen de sélection du personnel	3 058 000	3 017 000	—
	— Office de gestion et de liquidation des droits individuels	2 264 000	3 867 000	—
	— Office pour les infrastructures et la logistique, à Bruxelles	6 138 000	6 053 000	—
	— Office pour les infrastructures et la logistique, à Luxembourg	1 993 000	1 964 000	—
Section IV	Cour de justice de l'Union européenne	37 220 000	40 196 000	373 754 225 <sup>(5)</sup>
Section V	Cour des comptes européenne	100 000	100 000	62 221 884
Section VI	Comité économique et social européen	15 906 292	14 804 815	89 496 875
Section VII	Comité européen des régions	11 689 634	10 846 030	57 916 311
Section VIII	Médiateur européen	1 100 000	1 100 000	—
Section IX	Contrôleur européen de la protection des données	2 215 899	2 192 454	—
Section X	Service européen pour l'action extérieure			314 857 864 <sup>(6)</sup>
	— siège (Bruxelles)	21 812 400	21 408 083	
	— délégations de l'Union	96 907 000	98 652 000 <sup>(7)</sup>	
<b>Totaux</b>			<b>545 485 482</b>	<b>3 095 116 066</b>

- (<sup>1</sup>) Valeur comptable nette inscrite aux états financiers au 31 décembre 2018 (sauf indication contraire).
- (<sup>2</sup>) Ces crédits indiquent les montants cumulés et inscrits au titre de loyers (poste 2 0 0 0), de redevances emphytéotiques (poste 2 0 0 1) et d'acquisition de biens immobiliers (poste 2 0 0 3).
- (<sup>3</sup>) Contribution de la Commission aux délégations de l'Union.
- (<sup>4</sup>) Ces crédits sont destinés à couvrir la location d'immeubles financée par le poste 10 01 05 03 («Autres dépenses de gestion pour les programmes de recherche et d'innovation — Horizon 2020»).
- (<sup>5</sup>) Valeur comptable nette inscrite aux états financiers au 31 décembre 2019 pour les bâtiments annexes «A», «B» et «C» rénovés et pour le complexe immobilier du nouveau Palais (l'ancien Palais rénové, l'anneau, les deux tours et la galerie qui relie les premières à cette dernière) et la troisième tour qui fait l'objet de «contrats de location-achat».
- (<sup>6</sup>) Valeur comptable nette en 2018. Les bâtiments des délégations de l'Union ont été transférés au Service européen pour l'action extérieure le 1er janvier 2011.
- (<sup>7</sup>) Ces crédits représentent le montant inscrit pour les loyers au poste 3 0 0 3 (infrastructures dans les délégations) et incluent les montants transférés de la section III «Commission» à la suite de la procédure budgétaire 2015. À partir de 2015, les crédits pour les loyers et la construction/l'acquisition d'immeubles pour les délégations sont entièrement compris dans la section X.

Institutions	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette ( <sup>1</sup> )	
			Sous-totaux	Totaux
Parlement européen	Bruxelles			596 699 891
	Terrains		172 277 743	
	Paul-Henri Spaak	1993	4 821 469	
	Altiero Spinelli	1995	104 702 149	
	Willy Brandt	2007	56 515 544	
	József Antall	2008	82 556 369	
	Atrium	1999	16 593 588	
	Atrium II	2004	4 383 761	
	Montoyer 75	2006	13 906 122	
	Trèves	2011	9 407 607	
	Eastman	2008	41 699 574	
	Cathédrale	2005	1 223 536	
	Wayenberg (Marie Haps)	2003	3 742 583	
	Remard	2010	8 898 167	
	Montoyer 70	2012	7 544 717	
	Wilfried Martens	2016	68 426 964	
	Strasbourg			210 797 419
	Louise Weiss	1998	112 869 897	
	Churchill, de Madariaga, Pflimlin	2006	75 921 480	
	Václav Havel	2012	22 006 042	
	Luxembourg			25 136 940

Institutions	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (€)	
			Sous-totaux	Totaux
	Konrad Adenauer	2003	23 958 668	
	KAD Z	2010	1 178 273	
	Maison Jean Monnet (Bazoches)	1982	2 632 554	2 632 554
	<i>Bureaux dans l'Union</i>			50 879 899
	Lisbonne	1986	65 341	
	Athènes	1991	1 662 413,22	
	Copenhague	2005	2 471 125	
	La Haye	2006	3 556 930	
	La Valette	2006	1 718 250	
	Nicosie	2006	2 163 769	
	Vienne	2008	20 272 120	
	Londres	2008	8 708 351	
	Budapest	2010	2 728 900	
	Sofia	2013	7 532 700	
Conseil européen et Conseil	<i>Bruxelles</i>			416 933 277,56
	Terrain		73 297 651	
	Justus Lipsius	1995	32 744 652,36	
	Crèche	2006	7 148 274,66	
	Lex Europa	2007 2016	104 254 874,67 272 785 475,87	
Commission	<i>Bruxelles</i>			993 289 596,95
	Overijse	1997	568 652,00	
	Overijse	2015	5 951 114,06	
	Loi 130	1987	51 696 277,69	
	Breydel	1989	7 298 833,00	
	Clovis	1995	4 342 629,79	
	Cours Saint-Michel 1	1997	13 094 074,57	
	Belliard 232 (€)	1997	12 671 384,38	

Institutions	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (¹)	
			Sous-totaux	Totaux
	Demot 24 (²)	1997	21 953 717,51	
	Breydel II	1997	23 440 504,01	
	Beaulieu 29/31/33	1998	19 925 433,18	
	Charlemagne	1997	66 543 007,21	
	Demot 28 (²)	1999	17 888 337,67	
	Joseph II 99 (²)	1998	12 665 115,66	
	Loi 86	1998	24 515 688,54	
	Luxembourg 46 (²)	1999	25 859 824,09	
	Montoyer 59 (²)	1998	12 224 982,48	
	Froissart 101 (²)	2000	14 046 883,17	
	VM 18 (²)	2000	11 338 082,37	
	Joseph II 70 (²)	2000	26 741 087,24	
	Loi 41 (²)	2000	43 322 142,94	
	SC 11 (²)	2000	14 935 980,49	
	Joseph II 30 (⁴)	2000	21 245 782,29	
	Joseph II 54 (²)	2001	25 566 685,41	
	Joseph II 79 (²)	2002	25 853 147,98	
	VM2 (²)	2001	25 439 872,07	
	Palmerston	2002	4 619 809,1	
	SPA 3 (²)	2003	19 060 987,66	
	Berlaymont (²)	2004	244 060 112,88	
	CCAB (²)	2005	35 280 657,91	
	BU-25	2006	37 389 261,77	
	Cornet-Leman	2006	15 285 112,32	
	Madou	2006	80 258 532,14	
	WALI	2009	13 718 647,98	
	NOHE	2017	14 487 235,39	

Institutions	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (¹)	
			Sous-totaux	Totaux
	<i>Luxembourg</i>			143 001 274,69
	Euroforum (²)	2004	53 477 044,29	
	Foyer européen	2009	7 846 660,93	
	CPE V	2012	19 118 280,47	
	Jean Monnet 2	2018	62 559 289,00	
	<i>Bureaux dans l'Union</i>			25 515 304,41
	Lisbonne	1986	—	
		1993	—	
	Marseille	1991	—	
		1993	—	
	Milan	1986	—	
	Copenhague	2005	2 260 578,91	
	La Valette	2007	1 701 759,04	
	Nicosie (Byron)	2006	2 082 500,29	
	La Haye	2006	3 241 016,80	
	Londres	2010	12 282 792,87	
	Budapest	2010	3 946 656,50	
	<i>Centre commun de recherche</i>			184 852 693,45
	Ispra		90 703 622,25	
	Geel		26 838 754,84	
	Karlsruhe		59 450 757,15	
	Petten		7 859 559,21	
	<i>Bureaux à Grange pour les audits et l'analyse dans les domaines de la santé et de l'alimentation</i>			10 381 156,07
	Grange (Irlande) (³)	2002	10 381 156,07	
	Total Commission			1 413 200 580,18

Institutions	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (1)	
			Sous-totaux	Totaux
Cour de justice de l'Union européenne	Luxembourg			373 754 225,24
	Annexe «A» — Erasmus, Annexe «B» — Thomas More et Annexe «C» Complexe immobilier du nouveau Palais (ancien Palais rénové, anneau, deux tours et galerie de liaison) Troisième tour	1994 2008 2019	0 263 623 245,26 110 130 979,98	
Cour des comptes	Luxembourg			62 221 884,12
	Terrain	1990	776 631,00	
	Luxembourg (K1)	1990	4 700 613,34	
	Luxembourg (K2)	2004	9 752 847,60	
	Luxembourg (K3)	2009	45 023 676,84	
Comité économique et social européen (2)	Bruxelles			89 496 875,42
	Montoyer 92-102	2001	21 834 202,00	
	Belliard 99-101	2001	52 190 319,82	
	Belliard 68-72	2004	6 310 952,60	
	Trèves 74	2005	5 726 587,00	
	Belliard 93	2005	3 434 814,00	
Comité des régions (6)	Bruxelles			57 916 311
	Montoyer	2001	10 754 159	
	Belliard 101-103	2001	25 700 418	
	Belliard 68	2004	25 700 418	
	Trèves 74	2004	8 589 881	
	Belliard 93	2005	3 434 814	
Service européen pour l'action extérieure	Service pour l'action extérieure Siège Bruxelles (7) Délégations de l'Union	2012	171 888 518,85	384 076 695,22 (8)
	Tirana (Albanie) Buenos Aires (Argentine)	2015 1992	1 345 537,60 227 531,75	
	Canberra (Australie)	1983	—	

Institutions	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (1)	
			Sous-totaux	Totaux
		1990	—	
	Cotonou (Bénin)	1992	87 735,62	
	Gaborone (Botswana)	1982	50 866,95	
		1985 1986 1987	14 594,35 5 912,85 12 572,25	
	Brasilia (Brésil)	1994	134 375,83	
	Ouagadougou (Burkina)	1984	19 248,47	
		1997	242 400,61	
	Bujumbura (Burundi)	1982	36 584,40	
		1986	111 426,72	
	Phnom Penh (Cambodge)	2005	369 316,54	
	Ottawa (Canada)	1977	64 132,79	
	Praia (Cap-Vert) Praia (Cap-Vert)	1981 2015	14 091,34 1 004 518,73	
	Bangui (République centrafricaine)	1983	65 707,89	
	N'Djamena (Tchad)	1991	11 965,76	
	Pékin (Chine)	1995	1 058 300,53	
	Bogota (Colombie)	2018	9 748 395,43	
		2019	233 859,57	
	Brazzaville (Congo)	1994	50 832,11	
	San José (Costa Rica)	1995	132 602,56	
	Abidjan (Côte d'Ivoire)	1993	71 033,16	
		1994	—	
	Quito (Équateur)	2019	1 461 262,20	
	Paris (France)	1990	1 236 105,57	
	Libreville (Gabon)	1996	116 891,76	
	Banjul (Gambie)	1989	22 778,48	



Institutions	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette (€)	
			Sous-totaux	Totaux
	Bissau (Guinée-Bissau) Port au Prince (Haïti)	1995 2012 2014	100 086,95 1 399 504,20 4 441 519,84	
	Tokyo (Japon)	2006 2011	34 008 178,59 34 708 982,24	
	Nairobi (Kenya)	2005	406 606,86	
	Maseru (Lesotho)	1985	30 467,06	
		1985	—	
		1990	33 605,58	
		1991	138 135,41	
		2006	137 787,90	
	Lilongwe (Malawi)	1982	42 053,03	
		1988 1988	— 12 969,50	
	Mexico (Mexique)	1995	544 449,10	
	Rabat (Maroc) Port Louis (Maurice)	1987 1988	62 541,23 18 232,81	
	Maputo (Mozambique)	2008 2008	667 433,83 2 042 347,55	
	Windhoek (Namibie)	1992	21 990,89	
		1992 1992 1993	25 380,83 40 462,24 54 000,00	
	Katmandou (Népal)	2017	4 480 000,00	
		2017	466 266,66	
	Wellington (Nouvelle-Zélande)	2017 2017	1 232 903,51 605 023,53	
	Niamey (Niger)	1997	44 717,39	
	Abuja (Nigeria)	1992	172 211,40	
		2005 2012	2 195 008,34 2 801 679,16	
	Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée)	1982	48 274,53	

Institutions	Lieu	Année d'acquisition	Valeur comptable nette <sup>(1)</sup>	
			Sous-totaux	Totaux
	Kigali (Rwanda)	1980 1982	112 548,18 71 627,45	
	Dakar (Sénégal)	1984	325 145,55	
	Honiara (Îles Salomon)	1990	16 968,28	
	Somalie (Mogadiscio)	2018	9 332 404,33	
	Pretoria (Afrique du Sud)	1994	116 306,83	
		1994	92 468,94	
		1996 2019	222 962,40 2 919 891,68	
	Mbabane (Swaziland)	1987 1988	26 994,00 13 497,00	
		Dar es Salam (Tanzanie)	2002	1 404 303,27
	Kampala (Ouganda)	1986 1986	28 096,41 —	
			1996	30 549,95
	New York (États-Unis d'Amérique)	1987	253 001,13	
	Washington (États-Unis d'Amérique)	1997	533 838,83	
		2019	87 191 762,28	
	Lusaka (Zambie)	1982	43 366,60	
	Harare (Zimbabwe)	1990	73 859,06	
		1994	75 174,27	
<b>Total général</b>			<b>3 526 570 065,48</b>	

<sup>(1)</sup> Valeur comptable nette inscrite aux états financiers au 31 décembre 2018 (sauf indication contraire).

<sup>(2)</sup> Emphytéose acquisitive.

<sup>(3)</sup> Emphytéose acquisitive (ex-Marie de Bourgogne).

<sup>(4)</sup> Emphytéose acquisitive (occupation partielle par l'OLAF).

<sup>(5)</sup> Location à long terme/achat.

<sup>(6)</sup> Emphytéose acquisitive. Valeur comptable nette au 31 décembre 2019.

<sup>(7)</sup> Location à long terme.

<sup>(8)</sup> Valeur comptable nette au 31 décembre 2018. Les bâtiments des délégations de l'Union ont été transférés au Service européen pour l'action extérieure le 1er janvier 2011.



